

AJDA

L'ACTUALITE JURIDIQUE

DROIT
ADMINISTRATIF

Décisions du Conseil constitutionnel

Aides publiques et concurrence

**SOCIETES
D'ECONOMIE MIXTE**

Ref: BLO9SEPT97 FF 071197/ Dr: 26521369
ACTUALITE JURIDIQUE (DROIT ADMINISTRATIF)
20.06.98 Vol. 1998 No. 6
0001-7728 21872478 29.06.98
LIBRIS
144 BLVD KRIM BELKACEM
ALGER
ALGERIE

NOUVEAU!
Découvrez
le CD-Rom de
l'AJDA
AJDA
DROIT
ADMINISTRATIF
AJDA 1994-1997
CONSEIL
MONITEUR

AJDA

L'ACTUALITE JURIDIQUE

DROIT ADMINISTRATIF

Directeur de la rédaction
PIERRE LE MIRE
Professeur à l'université Paris I
(Panthéon-Sorbonne)

Rédacteur en chef
LAURENT RICHER
Professeur à l'université Paris I
(Panthéon-Sorbonne)
Avocat au barreau de Paris



n° 6 - 20 juin 1998

Sommaire

	Doctrines	
		REVUE DU PRAT
ETUDES	Le juge judiciaire et l'article 93, paragraphe 3, du traité de Rome, par Jean-Yves Chérot, professeur à l'université de droit, d'économie et des sciences d'Aix-Marseille _____	467
	La distinction entre les sociétés d'économie mixte à raison de l'origine de leur capital, par Arnaud Le Gall, maître de conférences à l'université de Caen _____	473
	Le séjour des apatrides et des demandeurs du statut d'apatride, par Marie-Joëlle Redor, maître de conférences à l'université de Caen _____	482
CHRONIQUE	Décisions du Conseil constitutionnel : élections, étrangers, Parlement, propriété, travail, par Jean-Eric Schoettl, conseiller d'Etat _____	485
LEGISLATION	Repères : textes officiels parus en mai 1998 _____	500
AGENDA	Les rendez-vous du droit administratif _____	500
	Jurisprudence	
CONCLUSIONS ET NOTES	Le contrôle de constitutionnalité des lois antérieures à 1958 par le juge administratif, note Jean-Marie Woehrling sous TA Strasbourg 14 octobre 1997, <i>M. Maronèse c/ Ministre du Budget</i> _____	501
	Les juges financiers face aux irrégularités comptables érigées en pratique, note Sylvie Cendre-Malinas sous CDBF 5 novembre 1997, <i>Démorand et autres</i> _____	505
	Légalité de la réglementation de certains marchés des sociétés d'économie mixte, concl. Catherine Bergeal sur CE Sect. 13 mars 1998, <i>Fédération nationale des sociétés d'économie mixte</i> _____	514
	L'occupation de la place du Tertre devant le juge administratif, concl. Gilles Bachelier sur CE 11 février 1998, <i>Ville de Paris c/ Association pour la défense des droits des artistes peintres sur la place du Tertre</i> _____	523

Sommaire

REVUE
D'ACTUALITE**Collectivités locales**

Statut des élus locaux. – Garanties. – Crédits d'heures. – Fonctionnaires. – Rémunération. – Absence de service fait. – Refus légal. – Pratiques antérieures. – TA Besançon 5 février 1998, *M. Bourgeois c/ Recteur de l'académie de Besançon*, obs. Francis Mallol _____ 529

Compétence

Compétence administrative et judiciaire. – Concurrence. – La Poste. – Trib. confl. 19 janvier 1998, *Préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris c/ SFEI et autres* _____ 530

Elections

Elections municipales. – Union européenne. – Loi organique. – Cons. constit. 20 mai 1998 (déc. n° 98-400 DC), chron. Jean-Eric Schoettl _____ 531

Etrangers

Principe d'égalité. – Légalité des délits et des peines. – Immunité pénale d'associations. – Réfugiés. – Cons. constit. 5 mai 1998 (déc. n° 98-399 DC), chron. Jean-Eric Schoettl _____ 534

Expropriation

Action en rétrocession. – Demande. – Cession amiable intervenue après intervention d'une DUP. – Décision implicite de refus. – CE 16 janvier 1998, *M. Martinez*, obs. René Hostiou _____ 536

Réserve foncière. – Création d'une station de tourisme et aménagement d'espaces naturels. – DUP. – Loi Littoral. – Enquête parcellaire. – CE 14 janvier 1998, *Département de la Vendée*, obs. René Hostiou _____ 537

Parlement

Assemblée nationale. – Règlement. – Cons. constit. 3 avril 1998 (déc. n° 98-398 DC), chron. Jean-Eric Schoettl _____ 539

Propriété

Commission départementale des sites. – Rôle consultatif. – Domaine du règlement. – Cons. constit. 5 mai 1998 (déc. n° 98-183 L), chron. Jean-Eric Schoettl _____ 539

Travail

Durée du travail. – Principes économiques et sociaux. – Renvoi au pouvoir réglementaire. – Cons. constit. 10 juin 1998 (déc. n° 98-401 DC), chron. Jean-Eric Schoettl _____ 540

Ce numéro comporte un encart de deux pages «CD Rom AJDA», broché non folioté, placé entre la couverture et la page 465.



17, rue d'Uzès, 75108 Paris Cedex 02
Tél. : 01 40 13 30 30
Télex : Upresse 680876F
Fax : 01 40 13 51 08

Mensuel 54^e année

DIRECTEUR : Marc N. Vigier

Directeur délégué : Marc Auburtin

Conseiller de la direction : Jérôme Chapuisat

REDACTION : Directeur : Pierre le Mire - **Rédacteur en chef :** Laurent Richer
Secrétariat de rédaction : Odile des Ormeaux, Claude Fauvel, Muriel Bornand

GESTION : Diffusion : Olivier Filliau - **Publicité :** Hervé de Keranfléc'h
Abonnements : Yvette Nay - **Fabrication :** Claude Playoult et Nathalie Deschamps

ABONNEMENTS :

17, rue d'Uzès, 75108 Paris Cedex 02 - tél. 01 40 13 50 55, fax 01 40 13 33 89
France : 1 an : 720 F - 2 ans : 1 320 F (TVA 2,1 % incluse)
Etranger : 1 an : 790 F - 2 ans : 1 480 F

L'ACTUALITE JURIDIQUE DROIT ADMINISTRATIF
est éditée par

GRUPE MONITEUR

Société éditrice locataire-gérant

SA au capital de 1 100 000 F

Siège social 17, rue d'Uzès 75108 PARIS CEDEX 02

RCS Paris B 403 080 823

CODE APE 221 E - N° SIRET 403 080 823 00012

N° TVA intracomnautaire FR 32 403 080 823

Principal actionnaire : GEM

Président-Directeur général

Directeur de la publication : Marc N. Vigier

Directeur général : Philippe Chagnon

Directeur général adjoint (département juridique) : Marc Auburtin